



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la
protection des populations de la Somme**

Santé Protection Animale et Environnement
53 rue de la Vallée
80000 Amiens
03 64 26 87 00
ddpp@somme.gouv.fr

Amiens, le 14/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCEA GUILLUY

25, rue Verte
80500 Piennes-Onvillers

Références : DDPP80 2025 00944
LRAR n°1A 198 905 0307 2
Code AIOT : 0058000880

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement SCEA GUILLUY implanté 25, rue Verte 80500 Piennes-Onvillers. L'inspection a été annoncée le 17/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA GUILLUY (anciennement GUILLUY Frédéric) ;
- 25, rue Verte 80500 Piennes-Onvillers
- Code AIOT : 0058000880
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : non

L'élevage avicole a été autorisé en 2004 au nom de M. Frédéric GUILLUY pour 105 570 animaux équivalents (AE) avec la construction d'un second poulailler de volailles de chair en plaine, qui n'a pas été réalisé. L'élevage a été repris par Mme Sophie GUILLUY, sous l'entité SCEA GUILLUY en 2022. Le site d'élevage se compose d'un poulailler de 1500 m² sur sol de craie avec des bandes d'environ 32 000 poussins mis en place. La paille nécessaire à la litière des volailles est stockée sur le corps de ferme dans le village.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Titulaire et contenu de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
9	Règle d'épandage	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
11	Transfert des installations - changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 24	Demande d'action corrective	3 mois
13	Moyens de lutte contre l'incendie et affichage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
14	Intallations électriques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Capacité	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 3	Sans objet
3	Bâtiments	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 4	Sans objet
4	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 5	Sans objet
5	Destination des eaux de nettoyage	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 7	Sans objet
6	Destination des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 8	Sans objet
7	Stockage des aliments	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 9	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 11	Sans objet
10	Animaux morts	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 16	Sans objet
12	Accès véhicules à l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations d'élevage sont bien entretenues.

Des mesures correctives sont attendues concernant la prévention du risque incendie (installation d'extincteurs vérifiés périodiquement, vérification des installations électriques).

La situation administrative de l'élevage doit être mise à jour pour tenir compte du changement d'exploitant, de la baisse de l'effectif (soumis désormais au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2111), du site secondaire et de la modification du parcellaire d'épandage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Titulaire et contenu de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Autorisation
Prescription contrôlée : Sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté, Monsieur Frédéric GUILLUY, demeurant : 25 rue verte à PIENNES ONVILLERS (80500), est autorisé à exploiter un élevage de volailles d'une capacité de 105570 animaux équivalents sur le territoire de la commune précitée, parcelle cadastrée section Z n°95. Cette installation est visée par la rubrique 2111-1 de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'élevage est aujourd'hui exploité par la SCEA GUILLUY (siret .818 832 365 00014) et gérée par Mme Sophie GUILLUY Le changement d'exploitant au titre des ICPE n'a pas été notifié. Le second poulailler prévu en 2004 n'a pas été réalisé. La référence cadastrale du site du poulailler a changé : ZX n°16 à PIENNES ONVILLERS (80500) L'effectif détenu est actuellement d'environ 32 000 poulets de chair à la mise en place (cf déclaration de mises en places, ainsi que les bons de livraison et les factures). Cet effectif relève du régime de l'enregistrement ICPE et non plus de l'autorisation (entre 30 000 et 40 000 emplacements de volailles). L'AP doit être mis à jour pour tenir compte de cette situation. Par ailleurs, l'exploitant dispose d'un site secondaire pour le stockage de paille au sein du corps de ferme situé 25 rue verte à PIENNES ONVILLERS (80500).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de mettre à jour l'AP délivré en 2004., il est nécessaire de déposer un porter à connaissance de modification de l'installation, incluant notamment le changement d'exploitant, l'effectif maximal susceptible d'être élevé dans le poulailler restant, ainsi que le site de stockage de paille.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Capacité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Élevage, Effectif
Prescription contrôlée : La capacité maximale de l'élevage sera de 105 570 animaux équivalents en présence simultanée.

Constats :

Mise à disposition des bons de livraisons et des factures entre 2023 et 2025 :

- mise en place du 20/12/2023 : 32 310 poussins (déclaration en ligne à 31 860 poussins) ;
- mise en place du 14/02/2024 : 31 860 poussins (déclaration en ligne à 31 860 poussins) ;
- mise en place du 24/04/2024 : 32 040 poussins (déclaration en ligne à 32 000 poussins) ;
- mise en place du 26/06/2024 : 32 040 poussins (déclaration en ligne à 32 000 poussins) ;
- mise en place du 04/09/2024 : 32 040 poussins (déclaration en ligne à 32 000 poussins) ;
- mise en place du 06/11/2024 : 32 040 poussins (déclaration en ligne à 32 000 poussins) ;
- mise en place du 08/01/2025 : 32 040 poussins ;
- mise en place du 12/03/2025 - bande en place le jour du contrôle : 32 040 poussins (déclaration en ligne à 32 000 poussins).

Des incohérences sont observées entre les justificatifs fournis et les déclarations de mise en place (non effectuée par l'exploitant).

L'effectif maximal mis en place sur la période observée est de 32 310 volailles (effectif relevant du régime de l'enregistrement) - 32 040 pour la bande en place le jour du contrôle.

L'exploitant effectue un desserrage en cours de bande (entre 25 et 31% des poulets partent en standard, le reliquat en poulets lourds) - représentant environ 36 000 animaux équivalents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La capacité autorisée doit être actualisée pour tenir compte de la non réalisation du second poulailler et de l'évolution de la nomenclature (passage en emplacements au lieu d'animaux équivalents) et du changement de régime d'exploitation (enregistrement - effectif compris entre 30 000 et 40 000 emplacements de volailles). Un porter à connaissance de modification doit être déposé afin de pouvoir mettre à jour l'AP délivré en 2004.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Élevage, règles d'aménagement

Prescription contrôlée :

Le site d'élevage sera composé de deux bâtiments ayant chacun une surface de 1500 m².

Constats :

Présence d'un seul poulailler (poulailler n°2 prévu dans le cadre du projet en 2004 non réalisé).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'arrêté préfectoral doit être actualisé - le site étant désormais soumis au régime de l'enregistrement.

Présence d'un site secondaire de stockage de paille (corps de ferme).
Un porter à connaissance (dossier de modification) doit être déposé pour notifier les modifications intervenues au sein de l'élevage depuis la délivrance de la dernière autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 5

Thème(s) : Élevage, règles d'aménagement

Prescription contrôlée :

Les murs et cloisons du poulailler sont revêtus de matériaux imperméables, durs, résistant aux chocs et à surface lisse sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

Constats :

Poulailler en bon état et bien entretenu. Murs et cloisons avec matériaux imperméables, durs et résistants au choc, surfaces lisses.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Destination des eaux de nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 7

Thème(s) : Élevage, règles d'aménagement

Prescription contrôlée :

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments sont absorbées par les litières sèches.

Quant aux eaux résiduelles des locaux techniques produits en faible quantité, elles seront traitées sur place par un procédé reconnu par le préfet.

Constats :

Sol de craie. Absorption des eaux de nettoyage sur place au sein du poulailler.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Destination des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 8

Thème(s) : Élevage, règles d'aménagement

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales non polluées ne sont pas mélangées aux effluents d'élevage et peuvent être évacuées dans le milieu naturel.

Constats :

Le poulailler ne dispose pas de gouttières et les eaux pluviales de toiture sont infiltrées au droit du bâtiment. Un fossé a été creusé en bordure du chemin d'accès au sas pour recueillir les eaux pluviales de ruissellement le cas échéant.
Absence de mélange des eaux pluviales avec les effluents d'élevage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage des aliments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Élevage, règles d'aménagement

Prescription contrôlée :

Les aliments destinés à la nourriture des volailles sont entreposés en silo.

Constats :

Présence de deux silos cellules (projet d'un troisième silo).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 11

Thème(s) : Élevage, règles d'aménagement

Prescription contrôlée :

L'exploitation de l'élevage avicole se fait au sol, sur litière. Un vide sanitaire est effectué entre chaque bande.

Constats :

Élevage de poulets de chair réalisé au sol sur litière de paille (repaillage en cours de bande). Vide sanitaire effectué entre chaque bande.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Règle d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Élevage, règles d'aménagement
Prescription contrôlée : Les fumiers issus de l'élevage avicole sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal, sur une surface de 104,39 ha (...) parcellaire annexé à l'arrêté : 65,57 ha de M. Frédéric GUILLUY et 37,82 ha de M. André SCOTTE - total de 104,39 ha
Constats : La SCEA GUILLUY a repris les 65.57 ha de M. Frédéric GUILLUY ainsi que 30 ha à un tiers. La mise à disposition des terres avec M. SCOTTE a cessé. Absence de notification de la modification du plan d'épandage des effluents d'élevage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan d'épandage mis à jour doit être transmis afin de mettre à jour l'AP délivré en 2004.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Animaux morts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 16
Thème(s) : Élevage, règles d'aménagement
Prescription contrôlée : Les animaux morts sont stockés dans un conservateur à température négative puis enlevés par l'équarrissage.
Constats : Les cadavres de volailles sont stockés dans un congélateur situé à l'extérieur du poulailler.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Transfert des installations - changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 24
Thème(s) : Situation administrative, Prescriptions administratives
Prescription contrôlée : Tout transfert des installations visées à l'article 1er du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une déclaration au préfet et le cas échéant d'une autorisation. Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur devra en faire déclaration au préfet dans le mois de la prise de possession.
Constats : L'élevage a été repris par la SCEA GUILLUY en 2022. Aucune notification n'a été réalisée par le nouvel exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Procéder à la notification du changement d'exploitant (Kbis récent à fournir) - demande à effectuer dans le cadre du porter à connaissance de modification.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Accès véhicules à l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
Constats : Site accessible par voie carrossable en bordure de voie publique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : <ul style="list-style-type: none">- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. (...)
Constats : Absence de vérification périodique des extincteurs. Pas d'extincteur observé. L'exploitant dispose d'un robinet d'incendie armé (non vérifié périodiquement). Absence de point d'extinction incendie à moins de 200m du poulailler. Une borne incendie est située à 400m au plus du bâtiment (débit 70 m ³ /h - suffisant pour un poulailler de 1500 m ²). Présence d'une borne incendie (débit 71 m ³ /h) à 100 m au plus des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les deux sites doivent être équipés d'extincteurs adaptés aux risques, et vérifiés périodiquement (1 fois/an). La suffisance de la DECI avec l'application de la note interministérielle du 17/01/2019 pour les deux sites d'élevage devra être justifiée dans le porter à connaissance de modification (pour permettre l'utilisation d'un point d'extinction situé à plus de 200 m du poulailler).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.(...)

Constats :

Absence de vérification des installations électriques. Présentation d'un devis de l'APAVE (10/12/2024).

Citernes de gaz : vérification périodique des deux citernes référencées sous les n°01005990 et 01006714 (capacité : 1750) effectuée le 30/05/2024 par ANTARGAZ.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Faire procéder à la vérification périodique des installations électriques pour les deux sites (poulailler et corps de ferme) - fréquence annuelle en présence de salarié, apprenti ou stagiaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

